

Décision n° 2018-326

autorisant un survol d'aéronef motorisé
à moins de 1000 mètres du sol en cœur du Parc national,

Le directeur de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3 et 15,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national du Mercantour et la modalité 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la demande présentée le 10 août 2018 par Monsieur FONTAINE Ludovic, conducteur de travaux au sein de l'Office national des forêts,

Considérant que la demande porte sur l'hélicoptage de matériaux nécessaires à la réalisation de travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage de l'Établissement public du Parc national,

Considérant que la programmation de ces travaux a tenu compte des sensibilités naturalistes (grands ongulés sauvages notamment) et de la saisonnalité de la fréquentation touristique locales, afin que les hélicoptages aient le moins d'incidences possibles en terme de dérangement,

Décide :

Article 1er :

La société S.A.F Hélicoptères – Groupe S.A.F représentée par son président Monsieur ROSSET Christophe, ci-après désignée « le bénéficiaire », est autorisé aux conditions définies aux articles suivants, à effectuer des survols à moins de 1000 m du sol dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Ces survols ont pour objet l'acheminement de matériaux nécessaires à la réalisation de travaux de réfection du sentier de la Baisse de Valmasque (commune de Tende).

Article 2 :

Sous réserve de formellement informer le chef de service territorial concerné ou son adjoint de la date exacte des survols, 24h à l'avance par courriel ou contact direct, les périodes autorisées sont les suivantes :

- semaine du 27 au 31 août 2018, installation du chantier et transport des pierres ;
- semaine du 15 au 19 octobre 2018, repli du chantier.

En cas de force majeure (intempérie, avarie technique, retard d'exécution...), le report des survols est autorisé sous réserve de formellement informer le chef de service territorial concerné ou son adjoint, 24h à l'avance par courriel ou contact direct.

Contacts :

service territorial Roya-Bévéra : 04.93.04.67.00

chef du S.T - COLLENOT Aurélien (aurelien.collenot@mercantour-parcnational.fr)

adjoint du S.T - CHAPELUT Florent (florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr)

Article 3 :

Conditions de survol autorisé :

- Nombre de rotations autorisées : **80** rotations.
- Charges autorisées : matériel pour le camp de vie, rations alimentaires, toilette de chantier, outillage et consommables pour les travaux, pierres et blocs rocheux prélevés sur place.
- **L'appareil devra respecter les itinéraires autorisés en cœur tels que figurés au plan annexé à la présente.**

Pour l'accès au site, il suivra l'axe des vallées en privilégiant la plus basse altitude possible au regard de la sécurité du transport, sans déport sur les versants.

Ces prescriptions sont à la charge du bénéficiaire.

Article 4 :

Éléments d'identification :

nom du pilote	: BALLAN Christophe
type d'appareil	: Ecureuil AS 350 B3
n° de l'appareil	: F-HJTB
nom de la compagnie	: S.A.F Hélicoptères – Groupe S.A.F

Article 5 :

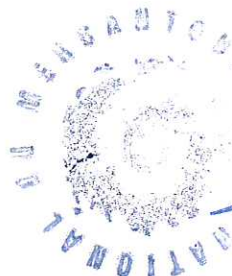
Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 6 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 21 août 2018



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER

